Le Baromètre Politique Français (2006-2007)
CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur

1ère vague – Printemps 2006

RAPPORT DE SYNTHESE

A un an de la présidentielle, l'opinion publique est sous le double sceau du pessimisme sur la société et de la défiance sur la politique

Jérôme JAFFRÉ, Pascal PERRINEAU

CEVIPOF

Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Enquête réalisée par :

ifop

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.
Les données seront également déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007.

Citation du Baromètre Politique Français

Pour toute utilisation du Baromètre Politique Français ou de ses résultats, il convient d'utiliser la citation suivante :

- « Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur».

Un acronyme peut-être utilisé :

- « BPF (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur ».

Il convient d'accompagner toute citation d'une note de bas de page indiquant:

- "Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007 réalisées par l'IFOP. Les données seront également déposées et disponibles auprès du Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007".

Pour plus d'informations, contactez : viviane.lehay@sciences-po.fr

A un an de la présidentielle, l'opinion publique est sous le double sceau du pessimisme sur la société et de la défiance sur la politique

La première vague du Baromètre politique français fait apparaître deux caractéristiques majeures significatives de l'état d'esprit du corps électoral à un an de l'échéance présidentielle de 2007: le pessimisme et la défiance. Le pessimisme élevé s'exprime surtout sur le terrain économique et social alors que la défiance profonde touche le système politique. Les vagues ultérieures du BPF permettront d'en suivre les évolutions et de prendre la mesure de la capacité de la campagne présidentielle à réduire ces phénomènes, comme ce fut le cas lors de présidentielles antérieures ou, au contraire, à les entretenir et à les renforcer, comme en 2002.

1- UN PESSIMISME QUI SE NOURRIT DU SENTIMENT D'UNE FRANCE QUI SOUFFRE

1-1 Un pessimisme tous azimuts

Au printemps 2006 la société française, ébranlée par la crise du CPE – l'enquête s'est déroulée à ce moment précis et alors que l'épilogue n'était pas encore connu-, est en proie à un pessimisme profond. 54% des personnes interrogées considèrent qu'elles *« s'en sortent difficilement avec les revenus de leur foyer ».* Le pessimisme concernant le niveau de vie est largement répandu : certes 76% des chômeurs pensent ainsi, mais ce sont aussi 52% des personnes ayant un travail, 55% des inactifs et retraités qui partagent ce diagnostic.

76% des personnes interrogées pensent que *« les jeunes d'aujourd'hui auront moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain ».* Ce pessimisme pour la génération montante est général, touchant de manière égale toutes les classes d'âge et frappant aussi les différents milieux sociaux même les plus aisés (59% des cadres supérieurs et professions libérales partagent cette opinion). Certes, les milieux populaires sont encore plus pessimistes quant à l'avenir de leurs enfants par rapport à leur propre situation (80% des employés, 82% des ouvriers) mais, quelle que soit l'aisance personnelle, l'inquiétude reste élevée : si 80% des personnes ayant le sentiment qu'ils vivent difficilement avec les revenus du foyer sont pessimistes pour l'avenir de leurs enfants, ils sont 70% chez ceux qui déclarent s'en sortir facilement.

Ce pessimisme pour soi-même et pour ses enfants se prolonge par un pessimisme pour le pays. 74% des personnes interrogées sont pessimistes quant à *« l'évolution de la situation économique de la France dans les six prochains mois »*. Les jeunes (78% des 18-24 ans) comme les personnes âgées (73% des plus de 65 ans), les cadres supérieurs et professions libérales (61%) comme les ouvriers (74%), ceux qui sont de gauche (78%) mais aussi ceux qui sont de droite et donc proches du pouvoir en place (66%) partagent massivement ce sentiment. Aucun groupe ne semble pouvoir échapper à cette sinistrose puisque le pessimisme sur la situation économique et sociale est très fort même chez ceux qui déclarent s'en sortir *« très facilement »* sur le plan personnel (64%).

Même les personnes qui s'en sortent très facilement sont pessimistes sur la situation économique du pays

Déclarent s'en sortir avec les revenus de leur foyer					
Perception de la situation économique du pays	*Ensemble*	*Très facilement*	*Assez facilement*	*Assez difficilement*	*Très difficilement*
Optimiste	26	36	32	21	17
Pessimiste	74	64	68	79	83
	100%	100%	100%	100%	100 %

Tableau 1 : L'optimisme / pessimisme sur la situation de la France selon la situation personnelle

L'ampleur de ce pessimisme se nourrit de l'absence de crédit du discours gouvernemental lorsqu'il affirme que le chômage est en baisse. Seules 23% des personnes interrogées le croient. Même au sein de l'UMP, 40% seulement des sympathisants adhèrent à cette proposition (tableau 2). En revanche, 47% des interviewés pensent contre le discours gouvernemental que le chômage a augmenté et 29% estiment qu'il est stable.

Même les sympathisants de l'UMP ne perçoivent pas de baisse du chômage

Préférence partisane						
Estiment que le chômage :	*Ensemble*	*Extrême gauche*	*Gauche*	*UDF*	*UMP*	*Front national*
a augmenté	47	65	51	33	27	65
est stable	29	23	31	30	33	21
a diminué	23	12	18	36	40	14
Sans réponse	1	-	-	1	-	-
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 2 : L'appréciation sur l'évolution du chômage selon la préférence partisane

1-2 Un pays qui se pense souffrant des changements du monde

Le pessimisme de l'opinion est profond car il se nourrit du sentiment d'une « France qui souffre » de tous les changements du monde. Ce sentiment inclut la mondialisation des échanges économiques, la mobilité des travailleurs et des individus mais aussi la construction européenne. 46% des personnes interrogées pensent que la mondialisation est *« plutôt un danger pour la France, parce qu'elle menace ses entreprises et son modèle social »* contre seulement 24% qui considèrent qu'elle est *« plutôt une chance, parce qu'elle lui ouvre des marchés à l'étranger et la pousse à se moderniser »* (30% se retrouvant ni dans l'une, ni dans l'autre position). 42% pensent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques contre 25% qui considèrent qu'elle en tire profit, 41% de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne (contre 18% qu'elle en tire profit), 34% de la mobilité croissante des individus au sein de l'Union européenne (contre 23% qu'elle en tire profit). Evolution majeure de ces dernières années, la construction européenne est elle-même mise en accusation : 41% des Français pensent que la France en souffre contre 27% qui estiment qu'elle en tire profit.

Même les milieux dont le profil social et culturel pourrait contribuer à les mettre à l'abri du pessimisme sont touchés : 39% des cadres supérieurs et professions libérales considèrent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques, une proportion proche de celle qui est observée parmi les ouvriers (45%). Parmi les

diplômés de l'enseignement supérieur, 35% pensent que la France souffre de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne (le chiffre est de 41% parmi ceux qui ont un niveau BEPC, CAP ou BEP).

Ce sentiment d'une France qui ne tire profit d'aucun des mouvements qui touchent le monde, y compris la construction européenne, n'est pas réservé aux extrêmes politiques très porteurs d'un discours hostile à la mondialisation, à la mobilité des travailleurs et à l'Europe. Il atteint aussi les sympathisants des partis de gouvernement (tableau 3). Si 48% des sympathisants d'extrême gauche et 47% de ceux d'extrême droite considèrent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques, ils sont presque aussi nombreux à le penser parmi les sympathisants de la gauche de gouvernement et ceux de la droite de gouvernement (respectivement 41% et 39%). Il en est de même pour l'appréciation de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne et, à un moindre degré, pour le jugement sur la construction européenne.

Le sentiment que la France souffre des grands changements y compris de la construction européenne

	Préférence partisane				
La France :	*Ensemble*	*Extrême gauche*	*Gauche*	*Droite*	*Front national*
tire profit de la mondialisation des échanges économiques	25	16	25	32	20
en souffre	42	48	41	39	47
ni l'un, ni l'autre	33	36	34	29	33
	100%	100%	100%	100%	100%
tire profit de la construction européenne	27	18	28	33	21
en souffre	41	50	37	40	52
ni l'un, ni l'autre	32	32	35	27	27
	100%	100%	100%	100%	100%
tire profit de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne	18	14	18	23	6
en souffre	41	46	41	36	48
ni l'un, ni l'autre	41	40	41	41	46
	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 3 : L'impact des grands changements du monde sur la France

Dans cette France qui paraît souffrir de tous les grands mouvements qui touchent le monde, c'est surtout la concurrence économique et sociale qui est en cause comme le montre la différence d'appréciation entre la mobilité des « individus » et celle des « travailleurs ». Selon le mot utilisé dans le libellé de la question – posée alternativement chacun à une moitié de l'échantillon – on enregistre un écart de neuf points. Cette différence ne touche que les sympathisants de gauche et d'extrême gauche. Si 46% des sympathisants d'extrême gauche et 41% de ceux de gauche considèrent que la France souffre de « la mobilité des travailleurs au sein de l'UE », ils ne sont plus que 33% et 29% à penser de même pour « la mobilité croissante des individus au sein de l'UE ». En revanche, à droite, les deux mobilités font l'objet du même niveau

d'appréciation négative. A l'extrême droite, c'est la mobilité des individus qui inquiète beaucoup plus que celle des travailleurs (différence de onze points en ce sens) signifiant sans doute que la figure inquiétante de l'immigré est celle du chômeur ou de l'inactif, beaucoup plus que celle du travailleur. Les craintes du monde sont donc ainsi partagées par tout l'échiquier politique mais selon la famille de pensée, elles ne s'articulent pas autour des mêmes boucs émissaires.

Les sympathisants du Front national plus inquiets de la mobilité des individus que de celle des travailleurs

Préférence partisane					
La France :	*Ensemble*	*Extrême gauche*	*Gauche*	*Droite*	*Front national*
tire profit de la mobilité croissante des individus au sein de l'Union européenne	23	17	26	28	10
en souffre	34	33	29	34	59
ni l'un, ni l'autre	43	50	45	38	31
	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 4 : L'impact de la mobilité croissante des individus sur la France

2- UN SENTIMENT DE DECLIN AUSSI FORT A GAUCHE QU'A DROITE MAIS UN DECLIN A DOUBLE FACE

2-1 Un fort sentiment « décliniste »

Ce pessimisme et ces craintes débouchent sur un sentiment assez largement partagé du « déclin » de la France. Il y a six fois plus d'interviewés qui estiment que la France est en déclin plutôt qu'en progrès : 52% contre 8%. Cependant, 40% des interviewés refusent de s'inscrire dans cette problématique. Le sentiment du déclin est général dans toutes les régions que celles-ci soient riches ou en difficulté (51% en Ile de France, 52% dans le Nord), dans tous les milieux sociaux, dans toutes les familles politiques.

Contrairement aux idées reçues, cette propension « décliniste », longtemps présentée comme une idée de droite, est aujourd'hui partagée dans les mêmes proportions à gauche. Elle est portée par les partis de gouvernement comme par les extrêmes, avec une sensibilité plus grande au sein de l'électorat du Front national :

Le sentiment du déclin partagé dans les mêmes proportions à gauche et à droite

Préférence partisane					
Estime que la France est :	*Ensemble*	*Extrême gauche*	*Gauche*	*Droite*	*Front national*
en progrès	8	7	7	10	6
en déclin	52	53	52	51	59
ni l'un, ni l'autre	40	40	41	39	35
	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 5 : Le sentiment de déclin de la France selon la préférence partisane

Ce sentiment de déclin n'est pas une idée liée seulement à l'attitude à l'égard de la mondialisation. Même parmi ceux qui pensent que la France « tire profit » de la mondialisation, le sentiment du déclin est assez largement répandu :

Le sentiment du déclin est fort y compris parmi ceux qui estiment que la France tire profit de la mondialisation

Le bilan de la France sur la mondialisation		
Estime que la France est :	*Elle en tire profit*	*Elle en souffre*
en progrès	13	4
en déclin	45	61
ni l'un, ni l'autre	42	35
	100%	100%

Tableau 6 : L'évolution de la France selon l'image de la mondialisation

Il ne semble épargner aucun domaine qu'il soit social, éducatif diplomatique ou économique. 74% des personnes interrogées pensent que la France est en déclin en ce qui concerne le pouvoir d'achat (contre 7% en progrès, 19% ni l'un, ni l'autre), 48% pour ce qui a trait à l'école et à l'Université (contre respectivement 19% et 33%), 47% pour le système de santé (31% et 22%), 46% pour ce qui touche à l'influence de la France dans le monde (19%, 35%), 45% pour la solidarité dans la société (24% et 31%), 42% en ce qui concerne la compétitivité des entreprises (22% et 36%). Les seuls domaines pour lesquels les Français considèrent que leur pays est davantage en progrès qu'en déclin sont la recherche et l'innovation ainsi que le rayonnement culturel.

2-2 Les deux faces du déclin

Analysé plus finement, le sentiment de déclin peut être décomposé en deux éléments distincts : le déclin de la France en tant que puissance (trois éléments ont été retenus pour qualifier ce déclin-puissance : l'influence de la France dans le monde, la compétitivité des entreprises, l'école et l'Université) et le déclin d'une France porteuse de certaines valeurs (trois éléments ont été retenus pour spécifier ce déclin-valeurs : la

solidarité dans la société, le système de santé, le pouvoir d'achat). Le premier aspect fait référence au thème du déclin touchant la place de la France dans le monde et dans la compétition internationale. C'est la crainte d'un décrochage du pays sur le plan international qui s'exprime ainsi. Le deuxième aspect renvoie à l'idée du déclin portant sur le pacte social et à la promesse d'un progrès partagé. C'est l'idée d'un recul par rapport au passé et d'une évolution tirant le pays vers le bas qui sont alors privilégiées.

44% des interviewés ont une note élevée sur le déclin de la France comme puissance. C'est parmi les commerçants et chefs d'entreprise ainsi que parmi les cadres supérieurs et professions libérales que cette impression d'un fort déclin de la puissance française est la plus répandue. La droite et l'extrême droite sont également plus sensibles à cette dimension que la gauche et l'extrême gauche.

Mais le sentiment du déclin de la France est encore plus élevé en ce qui concerne les valeurs associées au pacte social : 58% des personnes interrogées ont une note élevée sur cette dimension. Ce sentiment du déclin-valeurs est plus développé parmi les cols blancs que parmi les cols bleus. Il se situe surtout au cœur de l'électorat de gauche.

Le déclin-puissance davantage ressenti à droite, le déclin-valeurs davantage à gauche

	Déclin - puissance			**Déclin - valeurs**		
	Pas de déclin	*Un peu*	*Beaucoup*	*Pas de déclin*	*Un peu*	*Beaucoup*
Ensemble	22	34	44	14	29	58
Profession actuelle de l'interviewé						
Agriculteur	17	34	**49**	15	33	52
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	10	25	**65**	14	37	49
Cadre, profession libérale	14	26	**60**	9	25	**66**
Enseignant	15	29	**56**	6	27	**67**
Profession intermédiaire	14	42	44	6	23	**71**
Employé	28	30	42	12	24	**64**
Ouvrier	24	38	38	12	31	57
Etudiant, lycéen	16	42	42	13	33	54
Inactif, retraité	25	33	42	18	30	52
Préférence partisane						
Extrême gauche	26	37	37	16	25	**59**
Gauche	23	35	42	10	25	**65**
Droite	18	32	**50**	17	34	49
Front national	24	30	**46**	17	33	50

N.B. Déclin-puissance : sentiment de déclin sur l'influence dans le monde, la compétitivité des entreprises, l'école-université.
Déclin-valeurs : sentiment de déclin sur la solidarité dans la société, le système de santé, le pouvoir d'achat.
Pas de déclin : aucun des 3 items ; un peu : 1 des 3 items ; beaucoup : 2 items ou les 3.

Tableau : 7 Les deux déclins

Cette appréciation différenciée du déclin permet de construire une typologie des attitudes par rapport au déclin que nous présentons tableau 8. Seul un gros quart de la population (28%) ne partage pas l'idée du déclin, qu'il s'agisse du déclin-puissance ou du déclin-valeurs. Ce refus rassemble un tiers de la population chez les agriculteurs, les ouvriers, les inactifs et les retraités ainsi que 35% des sympathisants du Front national apparemment plus sensibles à l'idée générale du déclin qu'à ses formes particulières. En fait, ce sont ceux qui sont en bas de la hiérarchie des diplômes (sans diplôme, CEP) qui sont le plus à l'abri du sentiment de déclin : 36% des personnes appartenant à cette catégorie n'ont pas le sentiment d'un déclin.

Une petite minorité (14% des personnes interrogées) a le sentiment d'un déclin limité à la puissance de la France. Cette minorité est particulièrement bien représentée chez les commerçants et chefs d'entreprise, clientèle privilégiée de la droite. 21% des sympathisants de la droite partagent ce sentiment d'un unique déclin-puissance.

Ce sont deux fois plus d'électeurs (28% contre seulement 14% pour le déclin-puissance) qui se retrouvent dans le sentiment d'un unique déclin-valeurs. Ce dernier est fortement présent à gauche, à l'extrême gauche ainsi que parmi les professions intermédiaires et les employés.

Enfin, presque un tiers de la population interrogée (30%) se retrouve dans un sentiment global de déclin sur les deux terrains de la puissance et des valeurs. Ce profond « déclinisme » touche particulièrement les couches supérieures de la société : les cadres et professions libérales, les enseignants, les commerçants et chefs d'entreprise. S'il est fortement clivé vers le haut sur le plan des classes sociales, il touche en revanche de façon sensiblement égale les différentes familles politiques.

Le sentiment d'un déclin généralisé touche près d'un Français sur trois

	Pas de déclin	*Déclin uniquement puissance*	*Déclin uniquement valeurs*	*Double déclin*
Ensemble 100%	28	14	28	30
Profession actuelle de l'interviewé				
Agriculteur	32	16	19	33
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	24	**28**	11	**37**
Cadre, profession libérale	12	**22**	28	**38**
Enseignant	14	19	30	**37**
Profession intermédiaire	16	12	**40**	32
Employé	26	10	**32**	32
Ouvrier	33	10	29	28
Etudiant, lycéen	28	17	30	25
Inactif, retraité	35	14	23	28
Préférence partisane				
Extrême gauche	32	9	**31**	28
Gauche	25	10	**33**	32
Droite	30	**21**	20	29
Front national	**35**	16	19	30

Légende :
N'ont pas le sentiment du déclin (notes 0 ou 1 aux deux échelles de déclin)
* *A le sentiment d'un déclin-puissance (notes 2 et 3 à l'échelle déclin-puissance et notes 0 et 1 à l'échelle déclin-valeurs)*
** *A le sentiment d'un déclin-valeurs (notes 2 et 3 à l'échelle déclin-valeurs et 0 et 1 à l'échelle déclin-puissance)*
*** *A le sentiment d'un double déclin (notes 2 et 3 aux deux échelles).*

Tableau 8 : La typologie des déclins

2-3 Le sentiment du déclin a pesé lourd dans le résultat du référendum de 2005

Le pessimisme des Français et le sentiment aigu du déclin ont pesé très lourd dans la victoire du « non » au référendum de mai 2005 qui semble avoir agi comme un véritable catalyseur de la grande inquiétude qui taraude la société française.
Si 64% des électeurs qui pensent que la « France est en progrès » ont voté « oui » le 29 mai 2005, 63% de ceux qui ont le sentiment d'une « France en déclin » ont voté « non ». Le « déclinisme » a puissamment alimenté le vote en faveur du « non » :

Le lien est étroit entre le vote au référendum et le sentiment d'une France en déclin

Référendum 2005 Sur 100 suffrages exprimés	*Ensemble*	*A le sentiment d'une France en progrès*	*Ni l'un, ni l'autre*	*A le sentiment d'une France en déclin*
A voté oui	45	64	52	37
A voté non	55	36	48	63
	100%	100%	100%	100%

Tableau 9 : Le vote au référendum selon le jugement porté sur l'état de la France

Ce mécanisme joue massivement parmi les sympathisants des partis de la gauche de gouvernement (qui ont voté en majorité pour le « non »). Si 62% des sympathisants de gauche qui considèrent que « la France est en progrès » ont voté « oui », ce sont 68% des mêmes sympathisants de gauche pensant que « la France est en déclin », qui se sont prononcé pour le « non ».

Ce lien est accentué parmi les sympathisants de gauche

Parmi les sympathisants de gauche				
Référendum 2005 Sur 100 suffrages exprimés	*Ensemble*	*A le sentiment d'une France en progrès*	*Ni l'un, ni l'autre*	*A le sentiment d'une France en déclin*
A voté oui	41	62	48	32
A voté non	59	38	52	68
	100%	100%	100%	100%

Tableau 10 : Le vote au référendum des sympathisants de gauche selon le jugement porté sur l'état de la France

Ce mécanisme joue également parmi les sympathisants de la droite de gouvernement (qui ont massivement voté « oui »). Mais, parmi eux, même le sentiment du déclin ne les a pas empêchés de se prononcer en majorité pour le « oui » :

Il joue aussi à droite mais même les « déclinistes » ont voté oui…

Parmi les sympathisants de droite				
Référendum 2005 Sur 100 suffrages exprimés	*Ensemble*	*A le sentiment d'une France en progrès*	*Ni l'un, ni l'autre*	*A le sentiment d'une France en déclin*
A voté oui	66	76	73	59
A voté non	34	24	27	41
	100%	100%	100%	100%

Tableau 11 : Le vote au référendum des sympathisants de droite selon le jugement porté sur l'état de la France

Cette propension des « déclinistes » de droite à voter néanmoins pour le « oui » est dû au fait que le pouvoir occupé par la droite appelait à voter en faveur du « oui », mais aussi au fait que le sentiment de déclin-puissance, beaucoup plus partagé par l'électorat de droite que le sentiment du déclin-valeurs, a été porteur du vote « oui » (tableau 12). 77% des sympathisants de droite partageant le sentiment d'un déclin-puissance ont voté en faveur du « oui », ils sont même légèrement plus nombreux à avoir fait ce choix que ceux qui n'ont aucun sentiment de déclin (75% de vote pour le « oui »). Le soutien au Traité constitutionnel européen a pu être perçu par ces électeurs comme un élément susceptible de contrecarrer le processus de déclin de la France sur le terrain international.

… en partie parce-que le déclin-puissance répandu à droite a joué pour le « oui »

Référendum 2005 Sur 100suffrages exprimés	*Pas de déclin*	*Déclin-puissance*	*Déclin - valeurs*	*Double déclin*
A voté oui	75	77	60	53
A voté non	25	23	40	47
	100%	100%	100%	100%

Tableau 12 : Le vote au référendum des sympathisants de droite selon la typologie des déclins

2-4 Un déclin qui appelle l'ouverture ou le repli ?

Excepté pour une partie des électeurs de droite, dans l'ensemble de l'électorat, le sentiment du déclin n'est pas associé à une volonté d'ouverture sur le monde pour résoudre les problèmes du pays. Ceux qui partagent l'idée du déclin sont beaucoup moins nombreux que les adeptes d'une France en progrès à se prononcer en ce sens. Interrogés sur l'attitude à adopter par rapport à la mondialisation, 40% des Français « déclinistes » considèrent que la France doit s'ouvrir davantage au monde alors que 54% des Français « progressistes » le pensent :

Le sentiment du déclin est le plus lié à la demande de repli…

	Ensemble	*A le sentiment d'une France en progrès*	*Ni l'un, ni l'autre*	*A le sentiment d'une France en déclin*
La France doit :				
s'ouvrir davantage au monde	43	54	45	40
se protéger davantage du monde	31	30	25	36
ni l'un, ni l'autre	26	16	30	24
	100%	100%	100%	100%

Tableau 13 : Le lien entre le souhait d'ouverture / protection et le jugement porté sur l'état de la France

Le sentiment du déclin fait diminuer l'acceptation de l'ouverture : 40% des « déclinistes » pensent que « la France doit s'ouvrir davantage au monde » contre 54% des « progressistes ». Là encore les sympathisants de droite se distinguent du reste de l'électorat. Le sentiment du déclin-puissance est davantage mis en avant parmi eux que le sentiment du déclin-valeurs. Il est porteur d'une volonté d'ouverture et ne saurait donc être assimilé à la nostalgie de la grandeur de la France (tableau 14). 63% des sympathisants de droite qui se retrouvent dans le sentiment d'un déclin-puissance considèrent que la France « doit s'ouvrir au monde » pour faire face à la mondialisation. A droite, le sentiment du déclin-puissance déclenche même massivement la réponse de l'ouverture.

… sauf à droite où le déclin-puissance est porteur d'une volonté d'ouverture

	Parmi les sympathisants de droite			
	Pas de déclin	*Déclin-puissance*	*Déclin-valeurs*	*Double déclin*
La France doit :				
s'ouvrir au monde	50	63	45	46
se protéger davantage du monde	27	20	29	31
ni l'un, ni l'autre	23	17	26	23
	100%	100%	100%	100%

Tableau 14 : Le lien parmi les sympathisants de droite entre l'ouverture / protection et la typologie des déclins

Ce pessimisme si majoritaire dans l'opinion publique, ce « déclinisme » si répandu, accompagnés d'une pulsion protectionniste minoritaire mais forte, dressent le portrait des doutes et des interrogations de la société française un an avant l'élection présidentielle de 2007. Il reste au système politique à trouver des réponses et des issues à ces doutes et à ces interrogations et à les inscrire dans des projets présidentiels à l'horizon du prochain quinquennat. Mais à douze mois de l'échéance, il faut bien reconnaître que c'est la défiance à l'égard du système politique qui prédomine.

3- UNE TRES FORTE DEFIANCE DES ELECTEURS ENVERS LE SYSTEME POLITIQUE

3-1 Le malaise vis a vis de la gauche et de la droite : les « intégrés », les « défiants » et les « hors système »

Deux chiffres clefs de cette première vague du Baromètre politique français attestent de l'ampleur de la défiance et de la contestation qui règnent au sein de l'électorat : invitées à se situer sur l'échelle gauche/droite, 37% des personnes interrogées ne se classent « ni à gauche, ni à droite ». Plus spectaculaire encore, concernant leur confiance dans la droite ou dans la gauche pour gouverner le pays, 69% des interviewés du printemps 2006 déclarent ne faire confiance ni à l'une, ni à l'autre.

A partir de ces deux attitudes, nous avons construit une typologie des électeurs français quant à leur rapport au système politique en distinguant trois grandes catégories :

-les « intégrés » : ils se classent sur l'échelle gauche/droite (à gauche, au centre ou à droite) et déclarent faire confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays.
-les « défiants » qui se classent sur l'échelle gauche/droite mais ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner.
-les « hors-système » qui ne se situent « ni à gauche, ni à droite » sur l'échelle gauche/droite et déclarent ne faire confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner.

Hormis les 3% d'interviewés non classables (leurs réponses ne rentrant pas dans la catégorisation ci-dessus), la répartition des trois types est la suivante : moins d'un tiers (28%) des Français sont « intégrés » au système politique, 37% sont dans une attitude de « défiance » et 35% sont « hors-système ».

Les électeurs hors-système –mesurés il est vrai en dehors d'une période électorale, ce qui en a sans doute grossi le nombre– comptent pour plus du tiers du corps électoral. Ils sont très nombreux non seulement parmi les jeunes (41% chez les 18-24 ans) mais aussi au-delà et même jusqu'à l'âge de 50 ans : 43% pour les 25-34 ans et 42% chez les 35-49 ans. La proportion est élevée dans les classes moyennes (41% chez les professions intermédiaires) et plus encore dans les catégories populaires (45% chez les employés et les ouvriers). Sur le plan politique, elle est à son maximum parmi les sympathisants de petites formations (56% chez les sympathisants de LO, 53% chez ceux du MRC, 55% chez les Verts, 67% à CPNT mais un pourcentage plus modeste de 45% au FN, davantage touchés par la défiance). Il est à noter que les sympathisants communistes restent parmi les mieux insérés dans le système politique – défini ici, rappelons le, par la double capacité à se classer sur l'axe gauche/ droite et à faire confiance à la gauche et à la droite pour gouverner-, ce qui, du coup, continue de les différencier profondément des sympathisants de l'extrême gauche. Mais globalement, la gauche est davantage touchée par l'importance des « hors système » puisque 31% de ses sympathisants (hors l'extrême gauche) s'y classent contre seulement 20% de ceux de droite (hors extrême droite). Tout cela montre l'ampleur de la prise de distance –et même de la rupture– par rapport au système politique et la prime donnée à certains partis ou mouvements qui se placent en position de la récupérer.

Les hors système très nombreux jusqu'à 50 ans, les intégrés presque partout minoritaires

		Le rapport au système politique		
		Les intégrés	***Les défiants***	***Les hors système***
	Ensemble 100%	28	37	35
Sexe	Homme	33	37	30
	Femme	24	36	40
Age	18-24 ans	25	34	41
	25-34 ans	24	33	43
	35-49 ans	24	34	42
	50-64 ans	29	43	28
	65 ans et plus	39	38	23
Profession actuelle de l'interviewé	Agriculteur	22	42	36
	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	27	34	39
	Cadre, profession libérale	37	39	24
	Enseignant	37	33	30
	Profession intermédiaire	24	34	42
	Employé	21	35	44
	Ouvrier	23	32	45
	Etudiant, lycéen	31	37	32
	Inactif, retraité	33	40	27
Proximité partisane	LO	11	34	55
	LCR	28	58	14
	PC	49	38	13
	MRC	13	34	53
	PS	40	39	21
	PRG	25	50	25
	Les Verts	14	31	55
	Autres écologistes	8	22	70
	CPNT	7	26	67
	UDF	28	52	20
	UMP	49	33	18
	MPF	17	48	35
	Front national	14	41	45

Tableau 15 : Le rapport au système politique

3-2 Une défiance qui touche toutes les familles politiques

Si l'on classe les partis en trois groupes : les formations extrémistes (LO, LCR, FN), périphériques (tous les autres partis sauf les dominants) et dominantes (PS et UMP), on constate que les « hors systèmes » ne se recrutent pas seulement parmi les sympathisants des formations extrémistes mais qu'on les retrouve aussi parmi les sympathisants des partis périphériques. Par ailleurs, le mécanisme de défiance touche presque un sympathisant sur deux des partis dominants. Etant donné le poids de cetrte distance et de cette défiance par rapport au système politique, l'une des questions centrales du débat politique de 2007 sera de savoir si la campagne électorale et le scrutin permettront ou non une réconciliation entre les électeurs et le système politique.

Les partisans des partis périphériques sont fréquemment « hors système » et près d'un sur deux des partis dominants sont en défiance

	Type de Par parti préféré			
	Ensemble	*Partis extrémistes*	*Partis périphériques*	*Partis de domination*
Intégrés	28	13	19	43
Défiants	37	39	39	37
Hors système	35	**48**	**42**	20
	100%	100%	100%	100%
Rapport intégrés / défiants :				
Intégrés	44	25	33	54
Défiants	56	75	67	**46**
	100%	100%	100%	100%

Tableau 16 : Le rapport au système politique selon le type de partis préféré

Même parmi les citoyens qui restent insérés dans le système politique, le rapport entre les défiants et les intégrés révèle le poids prédominant des premiers (rapport de 56 à 44). Ce rapport est particulièrement favorable aux défiants chez les femmes (60/40), les agriculteurs (65/35), les employés (63/37). Il est écrasant chez les sympathisants de tous les partis extrêmes (76/24 à LO, 67/33 à la LCR, 74/26 au FN), petits (72/28 au MRC, 66/34 chez les Radicaux de gauche, 80/20 à CPNT). Il touche aussi des formations centrales dans le système de partis : les Verts (69/31) ainsi que les sympathisants de l'UDF (65/35). Parmi les grandes forces de gouvernement un sympathisant du Parti socialiste sur deux (50/50) est désormais dans cette culture de la défiance, davantage que ceux de l'UMP (40/60).

Aucune catégorie de l'électorat, même celle qui s'intéresse à la politique, n'est aujourd'hui à l'abri de cette défiance : le rapport entre défiance et intégration chez les électeurs intéressés par la politique (beaucoup ou assez) est presque parfaitement équilibré, à 49/51. Pour plus d'un électeur sur deux l'intérêt pour la politique s'accompagne désormais d'une attitude de défiance. La confiance, vertu et mécanisme fondamental de la démocratie représentative, est devenue une denrée rare. Ce rapport de défiance au système politique est tel que les électeurs reconnaissent massivement aux leaders protestataires de l'extrême gauche une qualité de proximité et le fait qu'ils sont plus à même de comprendre « les gens comme eux ».

Le hit parade des personnalités politiques qui comprennent *« les problèmes des gens comme vous »* place les quatre représentants de l'extrême gauche ou du Parti communiste aux six premières places en compagnie des deux personnalités politiques les plus populaires de toutes que sont Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy : 1/ Arlette Laguiller 61%, 2/Ségolène Royal 59%, 3/Marie Georges Buffet 56%, 4/Olivier Besancenot 54%, 5/Nicolas Sarkozy 52%, 6/ José Bové 51%.

Dans cette capacité du système politique à rétablir un lien de confiance, gauche et droite connaissent des handicaps de nature différente. L'analyse fine de la sociologie interne de la gauche et de la droite révèle :

- *une difficulté particulière de la gauche avec les jeunes électeurs de 18 à 24 ans :*

Les jeunes de gauche sont plus éloignés du système politique que ceux de droite

	18-24 ans de gauche	*18-24 ans de droite*
Intégrés	23	39
Défiants	33	**45**
Hors système	**44**	16
	100%	100%

Tableau 17 : Le rapport au système politique selon l'âge et la préférence partisane

Les jeunes proches des partis de gauche (hors extrême-gauche) sont presque dans une proportion d'un sur deux « hors système » (44%), alors que les jeunes de droite (hors extrême droite) sont simplement défiants (dans une proportion de 45%). Tout comme en 2002, ce tempérament hors système peut menacer la gauche de gouvernement en favorisant un vote de leur part sur des candidats protestataires.

- *une difficulté particulière de la droite avec les professions intermédiaires, c'est-à-dire les anciens cadres moyens*. Si les classes moyennes de gauche se retrouvent dans la défiance dans une proportion de 52%, celles de droite l'accusent davantage dans une proportion de 61%.

Les classes moyennes de droite sont plus défiantes que celles de gauche

Profession actuelle de l'interviewé	*Professions intermédiaires de gauche*	*Professions intermédiaires de droite*
Rapport intégrés/défiants		
Intégrés	48	39
Défiants	52	**61**
	100%	100%

Tableau 18 : Le rapport au système politique selon la profession actuelle de l'interviewé et la préférence partisane

Ainsi, dans la relation de leurs électeurs avec le système politique, les difficultés de la gauche apparaissent-elles liées plutôt à l'âge alors que celles de la droite semblent davantage associées aux classes sociales.

Gauche et droite de gouvernement peuvent pâtir des comportements des électeurs défiants et « hors système ». Ceux-ci ont une vraie capacité à emprunter les voies protestataires de l'expression électorale. Lors du référendum de 2005, par exemple, le « oui » était largement majoritaire dans la population des « intégrés » alors que le « non » l'était de manière prédominante chez les « défiants » et écrasante parmi les « hors système » :

Le vote au référendum de 2005 est étroitement lié au rapport au système politique

	Intégrés	*Défiants*	*Hors système*
Oui	56	42	35
Non	44	58	65
	100%	100%	100%

Tableau 19 : Le vote au référendum selon le rapport au système politique

Si la différence a peu joué au sein de la gauche, elle a beaucoup compté au sein de la droite classique puisque le « oui » y passe de 77% chez les « intégrés » à 61% chez les défiants et 49% parmi les « hors système ».
La distance par rapport au système politique renforce les comportements négatifs même au sein des électorats traditionnels de gauche et de droite. Cela introduit un élément de critique permanente de l'action politique et d'incertitude sur les choix électoraux dans les relations des Français avec le pouvoir – quel qu'il soit- et les partis politiques.

4- A UN AN DE LA PRESIDENTIELLE, AVANTAGE A LA GAUCHE SUR LE PLAN PARTISAN, AVANTAGE A LA DROITE POUR LE CHOIX DES PERSONNALITES

4-1 Une gauche davantage partisane, une droite davantage portée sur les personnalités

La première vague du Baromètre politique français montre à la fois une orientation politique, en terme partisan favorable à la gauche mais une orientation en terme de personnalités qui donne, à l'inverse, un léger avantage à la droite.
Appelés à dire quel est le parti dont ils se sentent le plus proche (ou le moins éloigné), 49% des personnes interrogées choisissent un parti de gauche ou d'extrême gauche, 39% un parti de droite ou d'extrême droite, 7% un autre parti et 5% aucun. Dans l'univers partisan la gauche dispose au printemps 2006 d'un net avantage :

La gauche domine nettement sur le plan partisan…

Parti de gauche ou d'extrême gauche	49
Parti de droite ou d'extrême droite	39
Autres partis	7
Aucun, sans réponse	5
	100%

Tableau 20 **:** La préférence partisane des interviewés

En revanche, invités à se prononcer sur une liste de seize personnalités pour savoir de laquelle ils se sentent le plus proche, une majorité d'électeurs (50%) choisit une personnalité de droite ou d'extrême droite, 47% une personnalité de gauche ou d'extrême gauche et 3% aucune personnalité. Le renversement de tendance est d'autant plus notable qu'en raison des incertitudes de la situation interne au Parti socialiste, le nombre de personnalités de gauche soumises à l'appréciation des sondés était sensiblement plus important que celui des personnalités de droite : dix contre six.

… mais la droite l'emporte sur le choix des personnalités

Choisit une personnalité de gauche	47
Choisit une personnalité de droite	50
Aucun, sans réponse	3
	100%

Tableau 21 : La préférence des interviewés pour les personnalités politiques

4-2 Electeurs de cohérence et électeurs de distorsion

Sur le terrain des personnalités, la droite comble le déficit qui est le sien sur le terrain partisan. Cette désarticulation relative entre choix partisan et choix de personnalités, nous conduit à distinguer trois catégories d'électeurs : ceux pour lesquels il y a cohérence entre le choix partisan de droite ou d'extrême droite et le choix d'une personnalité de la même sensibilité politique (41% de la population), ceux pour lesquels il y a cohérence entre le choix d'un parti de gauche ou d'extrême gauche et le choix d'une personnalité de la même sensibilité politique (44% de la population des personnes interrogées) et, enfin, ceux pour lesquels il y a distorsion entre le choix partisan et le choix de personnalité c'est à dire un choix partisan de gauche et le choix d'une personnalité de droite ou, plus rarement, l'inverse (15% de la population).

L'analyse du tableau ci-après permet de prendre la mesure du rapport gauche/droite dans la partie majoritaire de l'électorat qui marque sa cohérence entre sa sympathie partisane et son choix de personnalités. Ce rapport est de 44% pour la gauche contre 41% pour la droite.

Les bases de la droite « cohérente » et de la gauche « cohérente » révèlent des modifications de la sociologie politique qu'il conviendra de suivre attentivement pour s'assurer de leur réalité dans la durée d'ici le scrutin de 2007. La droite « cohérente » apparaît ainsi plus forte chez les hommes (44%) que chez les femmes (38%). Elle décroît systématiquement selon l'âge de fin d'études : de 45% parmi ceux qui ont arrêté très tôt leurs études à 39% parmi ceux qui les ont prolongées le plus longtemps (et 31%

seulement parmi ceux qui sont encore en cours d'études). Mais en sens inverse la droite « cohérente » réalise ses meilleurs scores dans la fraction de l'électorat qui s'intéresse à la politique alors que c'était là traditionnellement un point fort de la gauche.

15% des interviewés sont en distorsion entre leur choix partisan et leur choix personnel

		Cohérence Parti/personnalité de gauche	*Cohérence Parti/personnalité de droite*	*Distorsion Parti / personnalité*
	Ensemble 100%	44	41	15
Sexe	Homme	44	44	12
	Femme	44	38	18
Age de fin d'études	14 ans et moins	37	45	18
	15-16 ans	37	44	19
	17-19 ans	45	40	15
	20-22 ans	47	41	12
	23 ans et plus	51	39	10
	En cours d'études	54	31	15
Intérêt pour la politique	Beaucoup	45	50	5
	Assez	47	42	11
	Peu	45	37	18
	Pas du tout	36	39	25
Préférence partisane	LO	60		40
	LCR	98		2
	PC	81		19
	MRC	47		53
	PS	88		12
	Rad. de gauche	82		18
	Les Verts	72		28
	Autres écolos	71	29	
	CPNT	49	51	
	UDF		86	14
	UMP		92	8
	MPF		87	13
	Front national		90	10

Tableau 22 : La cohérence et la distorsion entre le choix partisan et le choix de personnalité

Dans cette première vague du BPF, réalisée, il convient de le garder présent à l'esprit, en pleine crise du CPE, l'âge a un très grand effet sur le rapport gauche/droite : 52% des 18-24 ans choisissent la gauche contre seulement 28% la droite, en revanche 54% des plus de 65 ans se tournent vers la droite, 32% seulement retenant la gauche :

L'avantage de la gauche dans les tranches d'âge les plus jeunes

	Cohérence Parti/personnalité de gauche	*Cohérence Parti/personnalité de droite*	*Ecart*
18-24 ans	52%	28%	+ 24
25-34 ans	50%	35%	+ 15
35-49 ans	46%	38%	+ 8
50-64 ans	44%	42%	+ 2
65 ans et plus	32%	54%	- 22

Tableau 23 : La cohérence parti / personnalité selon l'âge

Il faut enfin relever la relative mais persistante faiblesse de la gauche en milieu ouvrier alors que celle-ci creuse son avantage dans les couches moyennes (professions intermédiaires et employés

L'avantage de la gauche plus net dans les classes moyennes que chez les ouvriers

Profession actuelle de l'interviewé	*Cohérence Parti/personnalité de gauche*	*Cohérence Parti/personnalité de droite*	*Ecart*
Profession intermédiaire	53%	34%	+19
Employé	51%	32%	+19
Ouvrier	45%	35%	**+10**

Tableau 24 : La cohérence parti / personnalité selon la profession actuelle de l'interviewé

La distorsion entre choix partisan et choix de personnalité : « cœur de cible » de la prochaine campagne de l'élection présidentielle ?

S'agissant de la distorsion entre choix partisan et choix de personnalité, l'âge de fin d'études et l'intérêt pour la politique jouent également un grand rôle dans l'importance du phénomène mais cette fois-ci de façon convergente et donc plus classique par rapport aux canons de la sociologie électorale. Plus le niveau d'intérêt pour la politique est faible, plus l'âge de fin d'études est précoce, plus la distorsion est répandue. C'est également vrai parmi les 18-24 ans (20% de distorsion), les catégories populaires (20% chez les ouvriers, 17% chez les employés) qui sont assez nombreux à dissocier leurs sympathies partisanes et le choix de la personnalité politique dont ils se sentent le plus proche. D'un point de vue politique, il faut relever qu'une part significative de la gauche extrémiste (40% à LO) et de la gauche périphérique (53% au MRC et même 28% chez les Verts dont le poids électoral n'est pas négligeable) enregistre une distorsion entre ses choix de partis et de personnalités.

Au fond des choses, la distorsion s'inscrit de façon étroite dans le rapport d'éloignement à l'égard du système politique. Plus de la moitié des électeurs qui se retrouvent dans cette attitude sont des « hors système » et lorsqu'ils ne le sont pas, ils sont aux trois quarts « défiants » à l'égard du système politique.

Les interviewés en distorsion sont massivement « hors système » ou défiants

	Cohérence Parti / personnalité de gauche	*Cohérence Parti / personnalité de droite*	*Distorsion Parti / personnalité*
Intégrés	30	34	12
Défiants	38	37	35
Hors système	32	29	**53**
	100%	100%	100%
Rapport intégrés / défiants :			
Intégrés	44	48	27
Défiants	56	52	**73**
	100%	100%	100%

Tableau 25 : La cohérence et la distorsion selon le rapport au système politique

* * *

Conclusion

Cette première vague du Baromètre Politique Français montre l'ampleur de deux tendances qui avaient largement contribué à la forte victoire du « non » lors du référendum de mai 2005 : le pessimisme social et la défiance politique. L'effet de conjoncture du mouvement anti-CPE a pu renforcer, fin mars-début avril 2006, l'expression de ces tendances de fond.
Mais au-delà des effets de conjoncture, le BPF permet de comprendre comment le pessimisme profond sur l'état et l'avenir de la société et de l'économie française se nourrit du sentiment d'une France qui souffre des changements du monde (mondialisation, Europe, mobilités croissantes). Ce sentiment du déclin irrigue toutes les catégories sociales et toutes les familles politiques. Mais, ce « déclinisme » a deux faces : celle du déclin-valeurs davantage ressenti à gauche et celle du déclin-puissance davantage ressenti à droite. Le premier a fortement alimenté le vote « non » en 2005 et porte en lui pour une part une demande de repli et de protection qui peut déboucher sur le protectionnisme. Le second n'est pas du tout porteur des mêmes conséquences politiques et culturelles car il appelle davantage à la demande d'adaptation à la nouvelle donne mondiale.

Face à cette société française taraudée par les inquiétudes, le doute et, parfois, le « déclinisme », le système politique est mis à rude épreuve car il doit dégager, dans cette période pré-présidentielle, des réponses à toutes ces inquiétudes et interrogations de la société française sur elle-même et ses capacités à s'adapter aux « grands vents du dehors ». L'inscription de ces réponses dans des projets politiques à l'aune du prochain quinquennat sera la pierre de touche de la campagne pour l'élection présidentielle de 2007. Le défi à relever pour les femmes et les hommes politiques qui vont participer à celle-ci est d'ampleur car, à douze mois de l'échéance, c'est la défiance politique qui domine et que met en évidence cette première vague du BPF. Les électeurs défiants ou

« hors système » constituent presque trois quarts du corps électoral. Cette crise de confiance touche, là aussi, tous les milieux sociaux et toutes les familles politiques. Elle ouvre la voie, comme dans nombre d'échéances électorales précédentes (présidentielle de 2002, référendum de 2005), à l'expression protestataire et à d'éventuelles perturbations des équilibres politiques traditionnels.

A un an du premier tour de l'élection présidentielle de 2007, ces équilibres donnent l'avantage à la gauche sur le plan partisan et à la droite sur le plan des personnalités. 85% des électeurs se retrouvent dans une adéquation minimale entre leurs choix partisans et leurs choix de personnalités. En revanche, 15% de l'électorat est dans une situation de distorsion entre les deux choix. La défiance qui n'a cessé de monter depuis une quinzaine d'années vis à vis de la politique encourage nombre d'électeurs à prendre la liberté de dissocier leurs tropismes partisans et leurs choix de personnalité. Les fidélités politiques sont moins importantes chez ces électeurs et le comportement de ce groupe dans un an sera décisif pour l'issue de l'élection présidentielle.

Telle qu'elle apparaît a travers cette première vague du Baromètre politique français, l'énigme de la présidentielle porte avant tout sur la capacité pour la gauche de garder, pour la droite de séduire ou pour l'extrême droite de récupérer cette fraction de l'électorat, assez populaire, qui se classe plutôt à gauche mais apparaît comme éloignée du système politique et sujette, plus que d'autres fractions, à l'hésitation politique et électorale.

Jérôme Jaffré et Pascal Perrineau
(Printemps 2006)